

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 4.** In bijlage IV van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) tussen de vermelding

« adjunct-directeur-generaal	inspecteur generaal	1 »
------------------------------	---------------------	-----

en de vermelding

« directeur	architect-directeur	1 »
-------------	---------------------	-----

wordt de vermelding

« adjunct-directeur-generaal	informaticus-directeur	1 »;
------------------------------	------------------------	------

ingevoegd;

2°) tussen de vermelding

« directeur	architect-directeur	1 »
-------------	---------------------	-----

en de vermelding

« directeur	adviseur	1 »,
-------------	----------	------

wordt de vermelding

« directeur	informaticus-deskundig	4 ».
-------------	------------------------	------

ingevoegd.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 5.** De artikelen 124, 132, 14°, en 133 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, die van toepassing zijn op de ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed zijn met een graad vermeld in het koninklijk besluit van 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de Rijksbesturen, treden in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 124, lid 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de diensten die in aanmerking komen voor de berekening van de anciënniteit in de graad van adjunct-directeur-generaal van de ambtenaar die met toepassing van dit besluit in die graad benoemd is, in aanmerking genomen vanaf de datum van die benoeming.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op die van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 8.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIÓN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**  
MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2856

[C — 99/27655]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation et remplaçant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 novembre 1989, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1992 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994, instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par les décrets des 27 novembre 1997 et 23 juillet 1998, notamment l'article 184;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 27 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1999;

Vu l'avis n° 21/1999 sur le projet d'arrêté instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation, du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, du 2 juin 1999;

Vu l'urgence spécialement motivée résultant de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 1999 du nouveau Code du Logement, lequel nécessite d'harmoniser la réglementation actuelle sur certains points, et de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mars de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logement, lequel nécessite des adaptations de la réglementation existante en vue d'éviter des chevauchements entre les deux systèmes de prime;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Ministre : le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions;
- 2° administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;
- 3° délégués du Ministre : les personnes désignées par le Ministre au sein de l'administration, chargées de vérifier le respect des obligations imposées par le présent arrêté;
- 4° demandeur :
  - a) soit la personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé, titulaire d'un droit réel sur l'immeuble;
  - b) soit la personne mandatée à cet effet par l'ensemble des personnes titulaires d'un droit réel sur l'immeuble d'habitation;
- 5° immeuble d'habitation : à la date de la demande, le bâtiment destiné en ordre principal au logement et dont la première occupation est antérieure de quinze années au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la demande d'aide;
- 6° travaux : les travaux de rénovation et d'embellissement repris à l'annexe II du présent arrêté et relatifs aux éléments extérieurs de l'immeuble d'habitation;
- 7° entrepreneur enregistré du secteur de la construction, celui qui, à la date soit du devis, soit de la commande, soit de la facture des travaux :
  - a) remplit les conditions prévues par l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 299bis du Code des Impôts sur les Revenus et 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, cette première condition n'est pas applicable aux entrepreneurs qui détiennent un monopole légal pour l'exécution de certains types de travaux;
  - b) apporte la preuve délivrée par le Centre scientifique et technique de la Construction reconnu par l'arrêté royal du 23 septembre 1959 de son affiliation à ce centre ou au centre de son secteur institué en application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique, dans la mesure où cette affiliation est rendue obligatoire;
- 8° Code : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs de tout immeuble d'habitation :

- 1° soit situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation urbaine visée à l'article 172 du Code;
- 2° soit situé dans le périmètre d'une opération de rénovation urbaine visée à l'article 173 du Code;
- 3° soit situé dans le périmètre d'une zone d'initiative privilégiée visée à l'article 174 du Code;
- 4° soit situé dans un ensemble architectural ou dans un site, visés à l'article 185 du Code;
- 5° soit situé dans une zone de protection visée à l'article 187 du Code;
- 6° soit repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du Code;
- 7° soit situé dans un périmètre d'application du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme, visé au chapitre XVII du Livre IV du Code;
- 8° soit situé dans un territoire communal ou une partie de territoire communal où s'applique le règlement général sur les bâtisses en site rural, visé au chapitre XVII<sup>quater</sup> du livre IV du Code;

§ 2. Le ou les logements compris dans l'immeuble d'habitation ne doivent présenter aucune des causes d'insalubrité visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables et auxquelles répondent les travaux d'assainissement repris à l'annexe I du présent arrêté, hormis ceux qui, dans l'immeuble se rapportent à des éléments extérieurs et communs à plusieurs logements.

§ 3. Le montant des travaux pris en considération est au minimum de F 50 000 hors T.V.A., attesté par des factures émanant d'entrepreneurs enregistrés du secteur de la construction sauf si les travaux ont été exécutés, en tout ou en partie à partir de matériaux acquis par le demandeur mis en œuvre pour l'immeuble objet de la demande et dont l'achat est attesté par des factures dont le montant s'élève à F 25 000 minimum hors T.V.A.

§ 4. Pour les mêmes travaux, l'aide ne peut être cumulée avec les subventions accordées en vertu :

- 1° du livre III du Code;
- 2° du Code wallon du Logement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La demande est adressée à l'administration par envoi recommandé à la poste, au moyen du formulaire établi par le Ministre et délivré par l'administration.

L'administration adresse au demandeur un accusé de réception ou l'informe que son dossier n'est pas complet.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande de l'aide comporte :

- 1° l'identification précise de l'immeuble, en ce compris la mention de son numéro cadastral;
- 2° le rapport de l'administration certifiant que le ou les logements compris dans l'immeuble ne présentent aucune cause d'insalubrité au sens de l'article 2, § 2 du présent arrêté;

3° le certificat de l'administration compétente du Ministère des Finances relatif aux droits sur l'immeuble dont sont titulaires le demandeur ou les personnes qui le mandatent;

4° l'attestation de l'administration communale établissant que la première occupation de l'immeuble est antérieure de quinze années au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la demande d'aide;

5° un devis des travaux.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les travaux de rénovation et d'embellissement sont ceux qui figurent à l'annexe II du présent arrêté. Ils peuvent être relatifs à l'ensemble des éléments extérieurs de l'immeuble d'habitation.

Si les éléments extérieurs d'un immeuble d'habitation comprenant plusieurs logements présentent une ou plusieurs causes d'insalubrité au sens de l'article 2, § 2, du présent arrêté, les travaux communs aux logements comprennent en priorité les travaux d'assainissement qui remédient à ces causes d'insalubrité.

§ 2. Les travaux ne peuvent être entrepris que postérieurement à la date d'accusé de réception de la demande de l'aide.

Les travaux soumis à l'application de l'article 84 du Code ne peuvent être entrepris avant l'obtention du permis d'urbanisme requis.

§ 3. Les travaux doivent être exécutés dans les deux ans à dater de l'accusé de réception de la demande de l'aide.

Le Ministre peut proroger ce délai de six mois s'il estime fondée une demande de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire, adressée à l'administration par lettre recommandée à la poste avant l'expiration du délai de deux ans.

**Art. 5.** Le montant de l'aide est fixée à 50 % du montant des factures hors T.V.A. prises en considération.

Par immeuble d'habitation, le Ministre peut accorder une aide dont le montant n'excède pas F 200 000.

**Art. 6.** Le montant de l'aide est notifié au demandeur après réception par l'Administration d'une déclaration d'achèvement des travaux.

L'aide n'est pas octroyée dans le cas de travaux ou de mise en uvre de matériaux soumis à l'application de l'article 84 du Code pour lesquels le permis d'urbanisme n'a pas été délivré.

**Art. 7.** S'il est constaté par les délégués du Ministre que les obligations imposées par le présent arrêté ne sont pas respectées, le demandeur est tenu de rembourser le montant de l'aide sans délai.

Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'administration par la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 8.** Lorsqu'un immeuble d'habitation a fait l'objet de l'octroi d'une aide, aucune nouvelle demande relative au même immeuble n'est prise en considération dans les cinq années à dater de l'envoi de la déclaration d'achèvement des travaux.

**Art. 9.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 novembre 1989, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1992 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994, instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation est abrogé.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Equipement et des Transports,

M. LEBRUN

Annexe I

Travaux d'assainissement des logements

Toiture

1. Remplacement de la couverture (minimum 50 % de la surface totale ou la totalité d'un versant de la toiture), y compris les lucarnes, tabatières et ouvrages assimilés (selon les critères fixés à l'ouvrage 4 si les combles ne sont pas aménagés en pièces d'habitation);

2. Appropriation de la charpente;

3. Remplacement de tout élément ou dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales;

4. Installation de tout dispositif assurant l'éclairage naturel et/ou l'aération des combles non aménagés en pièces d'habitation (une baie par versant si les combles ne sont pas divisés ou par local s'ils le sont).

Murs

5. Assèchement des murs.

6. Renforcement des murs instables, ou démolition et reconstruction totale de ces murs, sans pouvoir dépasser 30 % de la surface des murs extérieurs (surface des baies et murs mitoyens inclus).

Menuiseries extérieures

7. Remplacement de menuiseries extérieures (portes et châssis) y compris le vitrage sous réserve de satisfaire aux critères définis à l'article, 2, 1°, c) de l'arrêté ministériel du 22 février 1999.

Sols

8. Remplacement des planchers et supports (gîtage, hourdis, etc.) des aires de circulation d'un ou de plusieurs locaux.

9. Remplacement des aires de circulation et de sous-couches d'un ou de plusieurs locaux, y compris les phinthes.

## Eclairage naturel et ventilation

10A. Eclairage naturel, et ventilation des pièces d'habitation autres que les cuisines : mise en conformité aux critères définis à l'article 2, 1°, c) de l'arrêté ministériel du 22 février 1999.

10B. Ventilation des cuisines et des locaux sanitaires : mise en conformité aux critères définis à l'article 2, 1°, c), 2 de l'arrêté ministériel du 22 février 1999.

## Sécurité

11. Appropriation de l'installation électrique et/ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude ni les parties de l'installation non nécessaires à un confort minimum (téléphone, télédistribution, éclairage extérieur,...).

12. Remplacement d'escalier intérieur, y compris les travaux annexes indispensables.

13. Gainage de corps de cheminée, y compris restauration, reconstruction ou démolition des souches et accessoires.

## Hygiène

14. Installation d'un point d'eau potable sur évier dans la cuisine.

15. Installation d'un système d'égouttage des eaux usées, ou remplacement total du système existant, en conformité avec les prescriptions réglementaires applicables en la matière.

16. Installation d'un premier W.C. à chasse raccordé à l'égout public ou à un système d'évacuation et de traitement conforme aux prescriptions réglementaires applicables en la matière.

Le W.C. doit être situé dans un local aéré ne pouvant communiquer avec une pièce d'habitation de jour que par l'intermédiaire d'un sas.

17. Installation d'une première salle de bains.

## Surpeuplement

18. Travaux d'agrandissement ou d'aménagement en vue de satisfaire aux critères définis à l'article 2, 2°, de l'arrêté ministériel du 22 février 1999.

Sans toutefois que la superficie habitable résultante ne puisse dépasser de plus de 30 % la superficie habitable minimum, et pour autant que la superficie habitable initiale soit supérieure à la moitié de la superficie habitable minimum telle que définie dans ces mêmes critères.

L'estimateur doit détailler dans le rapport d'estimation les travaux envisagés et y démontrer le surpeuplement du logement, dû à l'insuffisance de superficie habitable et/ou à l'absence de certains locaux d'habitation jugés indispensables.

Ces travaux ne sont pas pris en considération quand le demandeur s'engage à donner le logement en location, sauf si le logement ne respecte pas la norme minimum minimorum définie à l'article 2, 2° de l'arrêté ministériel du 22 février 1999 (32 m<sup>2</sup>).

Remarque : la cohabitation dans une même chambre de deux enfants du même sexe âgés de moins de 21 ans ne constitue pas une cause d'insalubrité en fonction de l'article 2. Si le demandeur estime toutefois que cette situation est préjudiciable à une vie harmonieuse des enfants, en raison de leur différence d'âge ou du handicap de l'un d'entre eux par exemple, l'aménagement d'une chambre supplémentaire peut être pris en compte, à titre dérogatoire laissé à l'appréciation de l'Administration, sur base d'un rapport motivé de l'estimateur.

## Accès

19. Aménagement d'un accès à la voirie publique distinct de la partie commerciale.

## Mérule

20. Tous travaux de nature à éliminer la mérule ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement ou traitement des éléments immeubles attaqués.

## Radon

21. Installation de tout dispositif assurant la ventilation à l'air libre des caves et/ou vides ventilés (aménagement de soupiraux ou installation d'un système de ventilation forcée).

## Isolation

Remarque : des travaux d'isolation ne sont pris en compte que s'ils sont liés à un des ouvrages précités, admissible au bénéfice de l'aide.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation et remplaçant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 novembre 1989, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1992 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994, instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

## Annexe II

Travaux de rénovation et d'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation.

1. Les travaux d'assainissement des logements repris à l'annexe I, pour autant qu'ils soient communs à plusieurs logements et qu'ils se rapportent à des éléments extérieurs de l'immeuble d'habitation.

2. La rénovation ou le remplacement des châssis, fenêtres et portes extérieurs ne présentant aucune des causes d'insalubrité énoncées en exécution du Code wallon du Logement.

3. L'amélioration de l'éclairage naturel par le percement ou l'agrandissement de baies, caractérisés par une dominante verticale, ainsi que par la démolition d'annexes nuisant à l'ensoleillement.

4. La remise en état de propreté des façades et des pignons par divers procédés, ainsi que par l'application de peinture, d'enduit ou de crépi.

5. Le rejointoyage des façades et des pignons.

6. La reconstitution de trumeaux à l'aplomb et dans l'axe des trumeaux d'origine.
7. En cas de rez-de-chaussée commercial, l'établissement de la vitrine en retrait de la façade.
8. La construction, la rénovation ou le remplacement de murs de clôture dans les périmètres, ensembles architecturaux ou zones où ils constituent une caractéristique.
9. La pose ou le remplacement d'enseignes ou de procédés de publicité conformément aux caractéristiques arrêtées par le Ministre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation et remplaçant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 novembre 1989, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1992 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994, instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2856

[C — 99/27655]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern und zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. November 1989 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1992 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 1;  
Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch die Dekrete vom 27. November 1997 und vom 23. Juli 1998 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 184;  
Aufgrund des günstigen Gutachtens der Finanzinspektion vom 27. April 1999;  
Aufgrund des am 29. April 1999 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;  
Aufgrund des Gutachtens Nr. 21/1999 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vom 2. Juni 1999 über den Erlassentwurf zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern;  
Aufgrund der besonders begründeten Dringlichkeit angesichts des Inkrafttretens am 1. März 1999 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches, infolge dessen die heutige Gesetzgebung in bestimmten Bereichen anzugleichen ist, und des Inkrafttretens am 1. März 1999 des Erlasses vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Sanierungsprämie, infolge dessen die bestehende Gesetzgebung anzugleichen ist, um Überschneidungen zwischen den beiden Prämiensystemen zu vermeiden;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

- 1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;
- 2° Verwaltung: die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 3° Beauftragte des Ministers: die vom Minister innerhalb der Verwaltung bezeichneten Personen, die damit beauftragt sind, die Einhaltung der durch den vorliegenden Erlass vorgeschriebenen Verpflichtungen zu überprüfen;
- 4° Antragsteller:
  - a) entweder die natürliche Person, die juristische Person öffentlichen Rechts bzw. Interesses oder die juristische Person privaten Rechts, die Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Gebäude ist;
  - b) oder die von den sämtlichen Inhabern eines dinglichen Rechts an dem Wohnhaus zu diesem Zweck bevollmächtigte Person;
- 5° Wohnhaus: das Gebäude, das am Tag der Antragsstellung hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt ist, und dessen erste Benutzung mindestens fünfzehn Jahre vor dem 1. Januar des Jahres, in dem die Beihilfe beantragt wird, liegt;
- 6° Arbeiten: die Außenrenovierungs- und Verschönerungsarbeiten, die in Anlage II zum vorliegenden Erlass aufgeführt sind und sich auf die Außenbestandteile des Wohnhauses beziehen;
- 7° registrierter Unternehmer des Bausektors: der Unternehmer, der zum Zeitpunkt des Kostenvoranschlags, der Bestellung oder der Berechnung der Arbeiten:
  - a) die im Königlichen Erlass vom 5. Oktober 1978 über die Ausführung der Artikel 299bis des Einkommensteuergesetzbuches und 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzes vom 28. Dezember 1944 bezüglich der sozialen Sicherheit der Arbeitnehmer vorgesehenen Bedingungen erfüllt. Die erste Voraussetzung gilt nicht für Unternehmer, die ein gesetzliches Monopol für die Ausführung bestimmter Arbeiten besitzen.
  - b) den von dem durch den Königlichen Erlass vom 23. September 1959 anerkannten wissenschaftlichen und technischen Zentrum für das Bauwesen ausgestellten Nachweis erbringt, dass er Mitglied dieses Zentrums oder des entsprechenden Zentrums seines Sektors ist, welches in Anwendung des Gesetzes vom 30. Januar 1947 zur Festlegung des Statuts zur Gründung und zur Arbeitsweise von Zentren, die mit der Förderung und der Koordinierung

des technischen Fortschritts der verschiedenen Zweige der nationalen Wirtschaft durch die wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, eingeführt worden ist; dies gilt nur, insofern diese Mitgliedschaft Pflicht ist;

8° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

**Art. 2 - § 1.** Innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den von dem vorliegenden Erlass festgesetzten Bedingungen kann der Minister eine Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an jeglichem Wohnhaus gewähren, das:

1° entweder in dem Umkreis einer in Artikel 172 des Gesetzbuches erwähnten Maßnahme zur städtischen Neubelebung gelegen ist;

2° oder in dem Umkreis einer in Artikel 173 des Gesetzbuches erwähnten Maßnahme zur Stadterneuerung gelegen ist;

3° oder in dem Umkreis eines in Artikel 174 des Gesetzbuches erwähnten bevorzugten Initiativgebiets gelegen ist;

4° oder in einem bzw. einer in Artikel 185 des Gesetzbuches erwähnten architektonischen Gefüge bzw. Landschaft gelegen ist;

5° oder in dem in Artikel 187 des Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet gelegen ist;

6° oder in einem in Artikel 192 des Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der wallonischen Erbgüter aufgeführt ist;

7° oder in einem Umkreis gelegen ist, in dem die in Kapitel XVII von Buch IV des Gesetzbuches erwähnte, für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung Anwendung findet;

8° oder in einem Gemeindegebiet bzw. Teil von Gemeindegebiet, in dem die in Kapitel XVII<sup>quater</sup> von Buch IV des Gesetzbuches erwähnte allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden Anwendung findet.

§ 2. Die in dem Wohnhaus befindliche(n) Wohnung(en) darf bzw. dürfen keine der Ursachen der gesundheitlichen Unzuträglichkeit aufweisen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen erwähnt sind, und zur Aufhebung derer die in Anlage I zum vorliegenden Erlass aufgeführten Sanierungsarbeiten dienen, mit Ausnahme derjenigen, die sich auf Außenelemente des Wohnhauses beziehen, die mehreren Wohnungen gemeinsam sind;

§ 3. Der Betrag der berücksichtigten Arbeiten beläuft sich auf mindestens BEF 50 000 außer MwSt. und wird mit Rechnungen von registrierten Unternehmern des Bausektors belegt, außer wenn die Arbeiten ganz oder teilweise mit Materialien ausgeführt worden sind, die vom Antragsteller angeschafft und in dem Gebäude, Gegenstand des Antrags, eingebaut worden sind und deren Anschaffung mit Rechnungen belegt wird, deren Betrag mindestens BEF 25 000 außer MwSt. erreicht.

§ 4. Für dieselben Arbeiten darf die Beihilfe nicht zusammen mit einem Zuschuss bezogen werden, der aufgrund:

1° des Buches III des Gesetzbuches;

2° des Wallonischen Wohngesetzes gewährt wird.

**Art. 3 - § 1.** Der Antrag wird mittels des vom Minister festgesetzten und von der Verwaltung ausgehändigten Formulars per Einschreiben an die Verwaltung gerichtet.

Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung oder teilt ihm mit, dass seine Akte nicht vollständig ist.

§ 2. Damit der Antrag auf eine Beihilfe als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

1° die genaue Identifizierung des Wohnhauses, einschließlich dessen Katasternummer;

2° den Bericht der Verwaltung zur Bescheinigung, dass die in dem Wohnhaus befindliche(n) Wohnung(en) keine Ursache der gesundheitlichen Unzuträglichkeit im Sinne von Artikel 2, § 2 des vorliegenden Erlasses aufweist bzw. aufweisen;

3° die Bescheinigung der zuständigen Verwaltungsdienststelle des Finanzministeriums, in der die Rechte angegeben werden, die der Antragsteller oder die ihn bevollmächtigenden Personen an dem Wohnhaus innehat bzw. haben;

4° die Bescheinigung der Gemeindeverwaltung zur Angabe, dass die erste Benutzung des Gebäudes mindestens fünfzehn Jahre vor dem 1. Januar des Jahres, in dem die Beihilfe beantragt wird, liegt;

5° ein Kostenvoranschlag der Arbeiten.

**Art. 4 - § 1.** Die Renovierungs- und -verschönerungsarbeiten an Wohnhäusern sind die Arbeiten, die in Anlage II zum vorliegenden Erlass angeführt sind. Sie können die sich auf die sämtlichen Außenelemente des Wohnhauses beziehen.

Wenn die Aussenelemente eines Wohnhauses mit mehreren Wohnungen eine oder mehrere Ursachen der gesundheitlichen Unzuträglichkeit im Sinne von Artikel 2, § 2 des vorliegenden Erlasses aufweisen, umfassen die gemeinsamen Arbeiten an den Wohnungen vorrangig die Sanierungsarbeiten, die diesen Ursachen der gesundheitlichen Unzuträglichkeit abhelfen.

§ 2. Die Arbeiten dürfen erst nach dem Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf eine Beihilfe in Angriff genommen werden.

Die Arbeiten, auf die Artikel 84 des Gesetzbuches Anwendung findet, dürfen nicht vor der Erteilung der vorgeschriebenen Städtebaugenehmigung angefangen werden.

§ 3. Die Arbeiten müssen innerhalb zwei Jahren ab der Empfangsbestätigung des Antrags auf eine Beihilfe ausgeführt werden. Der Minister darf diese Frist um sechs Monate verlängern, wenn er einen Antrag auf Verlängerung für gerechtfertigt hält, der auf einem fremden Grund mit befreiender Wirkung beruht und bei der Verwaltung per Einschreiben vor Ablauf der zweijährigen Frist eingereicht worden ist.

**Art. 5 -** Der Betrag der Beihilfe wird auf 50 % des Betrags außer MwSt. der berücksichtigten Rechnungen festgelegt.

Je Wohnhaus kann der Minister eine Beihilfe gewähren, deren Betrag BEF 200 000 BEF nicht überschreitet.

**Art. 6 -** Der Betrag der Beihilfe wird dem Antragsteller notifiziert, nachdem die Verwaltung eine Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten empfangen hat.

Bei der Ausführung von Arbeiten oder der Benutzung von Materialien, die der Anwendung von Artikel 84 des Gesetzbuches unterworfen sind, und für welche keine Städtebaugenehmigung erteilt worden ist, wird die Beihilfe nicht gewährt.

**Art. 7** - Wenn die Beauftragten des Ministers feststellen, dass die durch den vorliegenden Erlass vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht eingehalten werden, muss der Antragsteller unverzüglich den Betrag der Beihilfe zurückzahlen.

Die Beitreibung erfolgt auf Initiative der Verwaltung durch die Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region.

**Art. 8** - Wenn ein Wohnhaus den Gegenstand einer Beihilfe gebildet hat, wird kein neuer Antrag bezüglich desselben Gebäudes innerhalb fünf Jahren ab dem Versand der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten berücksichtigt.

**Art. 9** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. November 1989 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1992 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

**Art. 10** - Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

#### Anlage I

##### Sanierungsarbeiten an den Wohnungen

###### Bedachung

1. Ersatz der Dachhaut (mindestens 50 % der Gesamtfläche oder einer vollständigen Dachseite) einschließlich der Gauben, Dachliegefenster und ähnlicher Anlagen (nach den in der Arbeit 4 festgelegten Kriterien, wenn die Speicher (Dachböden) nicht als Wohnräume ausgebaut sind)

2. Anpassung des Dachstuhls.

3. Ersatz von jeder Regenwassersammel- und -ableitungsvorrichtung.

4. Einbau von Anlagen für Tageslichtbeleuchtung und/oder Lüftung der nicht als Wohnräume ausgebauten Speicher (eine Öffnung je Dachseite, wenn der Dachboden nicht geteilt ist, oder je Raum, wenn der Dachboden geteilt ist)

###### Mauern

5. Mauertrockenlegung

6. Verstärkung auffälliger Mauern oder Abbruch und völliger Neubau dieser Mauern, in einem Höchstumfang von 30 % der Außenmauerflächen (Maueröffnungs- und Mittelmauerflächen (zweier Besitzer) einbegriffen).

###### Außenholzwerk

7. Ersatz des Außenholzwerks (Türen und (Fenster-)Rahmen) einschließlich Verglasung, jedoch unter dem Vorbehalt, dass die in Artikel 2, 1°, c) des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 angegebenen Kriterien erfüllt werden.

###### Fußböden

8. Ersatz der Tragstrukturen (Grundbalken, Hourdiplatten usw.) der Gehflächen in einem oder mehreren Räumen.

9. Ersatz der Gehflächen und der Zwischenlagen, einschließlich Fußleisten, in einem oder mehreren Räumen.

###### Tageslichtbeleuchtung und Belüftung

10A. Tageslichtbeleuchtung und Belüftung der Wohnräume, mit Ausnahme der Küchen: Anpassung an die in Artikel 2, 1°, c) des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 bestimmten Kriterien.

10B. Belüftung der Küchen und Sanitärräume: Anpassung an die in Artikel 2, 1°, c), 2. des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 bestimmten Kriterien.

###### Sicherheit

11. Anpassung der Strom- und/oder Gasversorgungsanlage, ohne den Ersatz der Heizgeräte oder Warmwasserbereiter und der Teile der Anlage, die nicht für den Mindestkomfort erforderlich sind (Telefon, Kabelfernsehen, Außenbeleuchtung,...).

12. Ersatz von Innentreppen, einschließlich der dabei anfallenden Nebenleistungen.

13. Schornsteinummantelung, einschließlich Instandsetzung bzw. Neubau der Schornsteinmündungen und Nebenanlagen.

###### Hygiene

14. Anlage einer Trinkwasserzapfstelle über dem Abwaschbecken in der Küche.

15. Anlage einer Abwasserableitung oder völliger Ersatz der bestehenden Anlage, in Übereinstimmung mit den in diesem Bereich geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen.

16. Anlage eines ersten W.C. mit Wasserspülung und Anschluss an die öffentliche Kanalisation oder an ein Ableitungs- und Aufbereitungssystem für Abwasser in Übereinstimmung mit den in diesem Bereich geltenden vorschriftsmäßigen Bestimmungen.

Das W.C. muss in einem belüfteten Raum eingebaut werden, der nur über einen Schleusenraum von einem Wohnraum aus zu erreichen ist

17. Einbau eines ersten Badezimmers.

## Überbelegung

18. Aus- oder Umbauarbeiten in dem bebauten Volumen, um die in Artikel 2, 2° des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 bestimmten Kriterien zu erfüllen, jedoch ohne dass die sich daraus ergebende bewohnbare Fläche die bewohnbare Mindestfläche um mehr als 30% überschreiten darf und insofern die ursprüngliche bewohnbare Fläche größer ist als die Hälfte der in denselben Kriterien bestimmten bewohnbaren Mindestfläche.

Der Taxator muss in dem Abschätzungsbericht die geplanten Bauarbeiten im einzelnen auführen und die Überbelegung der Wohnung wegen unzureichender bewohnbarer Fläche und/oder fehlender, für unerlässlich gehaltener Wohnräume nachweisen.

Diese Arbeiten werden nicht berücksichtigt, wenn der Antragsteller sich verpflichtet, die Wohnung zur Miete freizugeben, außer wenn die Wohnung die in Artikel 2, 2° des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 festgelegte Mindestnorm (32 m<sup>2</sup>) nicht erfüllt.

Bemerkung: die gemeinsame Benutzung eines Schlafzimmers durch zwei Kinder gleichen Geschlechts unter 21 Jahren bildet keine Ursache der gesundheitlichen Unzuträglichkeit im Sinne von Artikel 2. Wenn der Antragsteller jedoch der Ansicht ist, dass diese Lage insbesondere wegen des Altersunterschieds oder der Behinderung eines der Kinder zum Beispiel dem harmonischen Leben dieser Kinder schadet, kann die Einrichtung eines zusätzlichen Schlafzimmers ausnahmsweise berücksichtigt werden. Diese Abweichung liegt im Ermessen der Verwaltung, die auf der Grundlage eines begründeten Berichts des Taxators handelt.

## Zugang

19. Anlage eines vom gewerblich genutzten Teil getrennten Zugangs zum öffentlichen Wegenetz.

## Hausschwamm

20. Alle Arbeiten zur Beseitigung des Hausschwamms oder jedes anderen Pilzes mit ähnlicher Wirkung durch Ersatz oder Behandlung der befallenen Teile.

## Radon

21. Anlage jeder Vorrichtung, die eine direkte Außenluftbelüftung der Keller und/oder der Belüftungshohlräume gewährleistet (Einbau von Kellerfenstern oder Anlage eines Systems zur Zwangsbelüftung).

## Isolierung

Bemerkung: Isolierungsarbeiten werden nur berücksichtigt, wenn sie mit einer der vorerwähnten Arbeiten, für welche die Beihilfe gewährt werden kann, verbunden sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern und zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. November 1989 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1992 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

## Anlage II

## Außenrenovierungs- und -verschönerungsarbeiten an Wohnhäusern

1. Die in Anlage I aufgeführten Sanierungsarbeiten, soweit sie mehreren Wohnungen gemeinsam sind und sich auf Außenelemente des Wohnhauses beziehen.

2. Die Renovierung und die Ersetzung von Außenrahmen, -fenstern und -türen, die keine in Anwendung des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches aufgeführte Ursache der gesundheitlichen Unzuträglichkeit aufweist.

3. Die Verbesserung der Tageslichtbeleuchtung durch die Öffnung oder die Vergrößerung von Ausschnitten, die sich durch eine senkrechte Dominante kennzeichnen, sowie durch den Abbruch von Nebenbauten, die die Sonnenbestrahlung beeinträchtigen.

4. Die Säuberung von Fassaden und Giebeln anhand verschiedener Verfahren sowie durch Auftragen von Farbe, Putz oder Bewurf.

5. Die Neuausfugung von Fassaden und Giebeln.

6. Die Wiederherstellung von Fensterpfeilen im Lot und in der Achse der ursprünglichen Fensterpfeiler.

7. Bei Geschäftserdgeschossen, die Zurücksetzung des Schaufensters hinter die Fassade

8. Die Errichtung, die Renovierung oder die Ersetzung von Einfriedungsmauern in den Umkreisen, architektonischen Gefügen oder Gebieten, wo sie charakteristisch sind.

9. Das Anbringen oder das Ersetzen von Rekameschildern oder -verfahren gemäß den vom Minister festgelegten Merkmalen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern und zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. November 1989 zur Einführung einer Beihilfe für die Außenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1992 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN



VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2856

[C - 99/27655]

**10 JUNI 1999.** — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een tegemoetkoming voor de renovatie en verfraaiing van de buitenkant van woongebouwen, ter vervanging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 november 1989, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1992 en bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994, houdende instelling van een tegemoetkoming voor de buitenvernieuwing en -verfraaiing van woongebouwen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1;  
Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij de decreten van 27 november 1997 en 23 juli 1998, inzonderheid op artikel 184;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 27 april 1999;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 29 april 1999;

Gelet op het advies nr. 21/1999 over het ontwerp van besluit tot invoering van een tegemoetkoming voor de vernieuwing en verfraaiing van de buitenkant van woongebouwen, van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 2 juni 1999;

Gelet op de hoogdringende noodzakelijkheid die bijzonder gegrond is op de inwerkingtreding van de nieuwe Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de harmonisatie van de huidige regelgeving inzake bepaalde punten vereist is, en op de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, waarbij de aanpassingen van de bestaande regelgeving vereist zijn om te voorkomen dat beide premiesystemen elkaar overlappen;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening;

2° bestuur : het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° afgevaardigden van de Minister : de door de Minister binnen het bestuur aangewezen personen die belast zijn met de controle op de naleving van de bij dit besluit opgelegde verplichtingen;

4° aanvrager :

a) ofwel de natuurlijke persoon, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon of een rechtspersoon van openbaar nut, die drager is van een zakelijk recht op het gebouw;

b) ofwel de persoon die daartoe gemachtigd wordt door alle personen die een zakelijk recht op het woongebouw hebben;

5° woongebouw : op de datum van de aanvraag moet het gebouw dat hoofdzakelijk voor bewoning bestemd is, ten minste vijftien jaar vóór 1 januari van het jaar van de tegemoetkomingsaanvraag voor het eerst bewoond zijn;

6° werken : de renovatie- en verfraaiingswerken die in bijlage II bij dit besluit opgenomen zijn en betrekking hebben op buitengedeelten van het woongebouw;

7° in de bouwsector geregistreerde aannemer : degene die op de bestek-, bestellings- of factureringsdatum van de werken : a) voldoet aan de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 5 oktober 1978 houdende uitvoering van de artikelen 299*bis* van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, en van de artikelen 30*bis* van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. Deze eerste voorwaarde geldt niet voor aannemers die een wettelijk monopolie hebben voor de uitvoering van bepaalde soorten werk;

b) door middel van het getuigschrift afgeleverd door het wetenschappelijke en technische centrum voor het bouwbedrijf, erkend bij het koninklijk besluit van 23 september 1959, het bewijs levert van zijn inschrijving bij voornoemd centrum of bij het centrum van zijn sector, opgericht krachtens de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut inzake oprichting en werking van centra die ermee worden belast de vooruitgang van de techniek in de verschillende vakken van de Rijkseconomie door het wetenschappelijke onderzoek te bevorderen en te ontwikkelen, voor zover die inschrijving verplicht is;

8° Wetboek : het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

**Art. 2.** § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten en onder de bij dit besluit gesteld voorwaarden kan de Minister een tegemoetkoming verlenen voor de renovatie en verfraaiing van de buitenkant van ieder woongebouw dat :

1° ofwel gelegen is in een omtrek van stadsheroplevingsoperaties bedoeld in artikel 172 van het Wetboek;

2° ofwel gelegen is op een oppervlakte voor stadsvernieuwing bedoeld in artikel 173 van het Wetboek;

3° ofwel gelegen is in een bevoorrecht initiatiefgebied bedoeld in artikel 174 van het Wetboek;

4° ofwel gelegen is in een architectonisch geheel of in een landschap bedoeld in artikel 185 van het Wetboek;

5° ofwel gelegen is in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 187 van het Wetboek;

6° ofwel opgenomen is in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192 van het Wetboek;

7° ofwel gelegen is op een toepassingsoppervlakte van het algemeen reglement op de bouwwerken dat van toepassing is op de beschermde gebieden van bepaalde gemeenten inzake stedenbouw, zoals bedoeld in hoofdstuk XVII van Boek IV van het Wetboek;

8° ofwel gelegen is op een gemeentelijk grondgebied of grondgebiedgedeelte waarop het algemeen reglement op de bouwwerken in landelijke gebieden van toepassing is, zoals bedoeld in hoofdstuk XVII*quater* van Boek IV van het Wetboek;

§ 2. De woning(en) in het woongebouw mag (mogen) geen ongezondheidsoorzaak vertonen zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen en die aanleiding geven tot de in bijlage I bij dit besluit opgenomen saneringswerken, behalve de werken die binnen het gebouw betrekking hebben op buitengedeelten en gemeenschappelijke elementen voor verscheidene woningen.

§ 3. De in aanmerking genomen werken bedragen ten minste 50 000 BEF exclusief B.T.W. indien ze bewezen worden door facturen van in de bouwsector geregistreerde aannemers, behalve indien deze werken, geheel of gedeeltelijk, uitgevoerd worden met door de aanvrager aangekochte en voor het gebouw gebruikte bouwstoffen en waarvan de aankoop bewezen wordt door facturen die ten minste 25 000 BEF exclusief B.T.W. bedragen.

§ 4. Voor dezelfde werken kan de aanvrager niet tegelijk aanpraak maken op andere tegemoetkomingen die verleend worden krachtens :

- 1° boek III van het Wetboek;
- 2° de Waalse Huisvestingscode.

**Art. 3.** § 1. De aanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het bestuur gericht d.m.v. het door de Minister opgemaakte formulier dat door het bestuur afgeleverd wordt.

Het bestuur zendt de aanvrager een ontvangstbewijs van zijn aanvraag of wijst hem erop dat zijn dossier onvolledig is.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd dient de aanvraag de volgende documenten te bevatten :

- 1° de duidelijke identificatie van het gebouw, met inbegrip van de vermelding van het kadastraal nummer;
- 2° het verslag van het bestuur waarbij verklaard wordt dat de woning(en) in het woongebouw geen ongezondheidsoorzaak vertoont (vertonen) in de zin van artikel 2, § 2 van dit besluit;
- 3° het attest van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën omtrent de rechten die de aanvrager of de personen die hem machtigen, heeft (hebben) op het gebouw;
- 4° het attest van het gemeentebestuur waarbij verklaard wordt dat het gebouw ten minste vijftien jaar vóór 1 januari van het jaar van de tegemoetkomingsaanvraag voor het eerst bewoond is;
- 5° een bestek van de werken.

**Art. 4.** § 1. De renovatie- en verfraaiingswerken worden in bijlage II bij dit besluit opgenomen. Zij kunnen betrekking hebben op alle buitengedeelten van het woongebouw.

Indien de buitengedeelten van een woongebouw met verscheidene woningen één of verscheidene ongezondheidsoorzaken vertonen in de zin van artikel 2, § 2, van dit besluit, bestaan de gemeenschappelijke werken voor de woningen bij voorkeur in saneringswerken die deze ongezondheidsoorzaken verhelpen.

§ 2. De werken mogen slechts na de datum van het ontvangstbewijs van de tegemoetkomingsaanvraag worden aangevat.

De werken die onder toepassing van artikel 84 van het Wetboek vallen mogen niet vóór het verkrijgen van de vereiste stedenbouwkundige vergunning worden aangevat.

§ 3. De werken moeten binnen twee jaar na het het ontvangstbewijs van de tegemoetkomingsaanvraag worden uitgevoerd.

De Minister kan deze termijn met zes maanden verlengen indien hij de verlengingsaanvraag gegrond acht wegens onvoorziene omstandigheden of overmacht, en indien de aanvraag naar het bestuur bij ter post aangetekend schrijven wordt gezonden vóór het verstrijken van de termijn van twee jaar.

**Art. 5.** Het bedrag van de tegemoetkoming wordt vastgesteld op 50 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief B.T.W.

Per woongebouw kan de Minister een tegemoetkoming verlenen met een maximumbedrag van BEF 200 000 BEF.

**Art. 6.** De aanvrager wordt in kennis gesteld van het bedrag van de tegemoetkoming nadat het bestuur de verklaring omtrent de voltooiing van de werken heeft ontvangen.

De tegemoetkoming wordt niet verleend voor werken of bouwstoffen die onder toepassing van artikel 84 van het Wetboek vallen, waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning werd afgeleverd.

**Art. 7.** Indien de afgevaardigden van de Minister vaststellen dat de bij dit besluit opgelegde verplichtingen niet worden nagekomen dient de aanvrager het bedrag van de tegemoetkoming onverwijld terug te betalen.

De invordering wordt op initiatief van het bestuur verricht door de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 8.** Wanneer een tegemoetkoming voor een woongebouw verleend wordt, kan geen enkele nieuwe aanvraag met betrekking tot hetzelfde gebouw in aanmerking komen binnen vijf jaar na verzending van de verklaring omtrent de voltooiing van de werken.

**Art. 9.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 november 1989, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1992 en bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994, houdende instelling van een tegemoetkoming voor de buitenvernieuwing en -verfraaiing van woongebouwen, wordt opgeheven.

**Art. 10.** De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

## Bijlage I

## Saneringswerken in de woningen

## Dakwerk

1. Vervanging van de bekleding (minimum 50 % van de totale oppervlakte of een gehele dakhelling), met inbegrip van dakvensters, dakramen en gelijkgestelde elementen (volgens de onder nr. 4 vastgestelde normen indien de dakverdieping niet in woonvertrek ingericht is).
2. Aanpassing van het gebinte.
3. Vervanging van elk element of elke inrichting voor de verzameling en de afvoer van regenwater.
4. Installatie van iedere inrichting die voor de natuurlijke verlichting en/of de verluchting van de niet in woonvertrek ingerichte dakverdieping zorgt (één vensteropening per helling indien de dakverdieping niet gedeeld is of per lokaal indien ze wel gedeeld is).

## Muren

5. Droogmaking van de muren. 6. Versterking van de onstabiele muren of sloping en totale wederopbouw van die muren zonder 30 % van de oppervlakte van de buitenmuren (oppervlakte van vensteropeningen en gemeenschappelijke muren inbegrepen) te mogen overschrijden.

7. Vervanging van het timmerwerk buitenkant (deuren en raamwerk), met inbegrip van de beglazing onder voorbehoud dat aan de normen bepaald in artikel 2, 1°, c) van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 wordt voldaan.

## Vloeren

8. Vervanging van de draagconstructies (gebinte, holle balken,...), en de vloeroppervlakte van één of verscheidene lokalen.

9. Vervanging van de vloeroppervlakte en de onderlagen van één of verscheidene lokalen, met inbegrip van de plinten.

## Natuurlijke verlichting en verluchting

10A. Natuurlijke verlichting en verluchting van de woonvertrekken met uitzondering van de keukens : conformiteit met de normen bepaald in artikel 2, 1°, c) van het ministerieel besluit van 22 februari 1999.

10B. Verluchting van de keukens en sanitaire ruimten : conformiteit met de normen bepaald in artikel 2, 1°, c) van het ministerieel besluit van 22 februari 1999.

## Veiligheid

11. Aanpassing van de elektriciteits- en/of gasinstallatie, met uitzondering van de vervanging van verwarmings-apparaten of van toestellen voor de productie van warm water, en gedeelten van de installatie die niet noodzakelijk zijn voor een minimumcomfort (telefoon, kabeltelevisie, buitenverlichting,...).

12. Vervanging van de binnentrap, met inbegrip van de vereiste bijbehorende werken.

13. Overtrekken van schachten van schoorstenen, met inbegrip van herstelling of wederopbouw van de schoorsteentoppen en aanvullende onderdelen.

## Hygiëne

14. Plaatsing van een tappunt voor drinkwater boven de gootsteen in de keuken. 15. Plaatsing van een inrichting voor de afvoer van afvalwater of totale vervanging van de bestaande inrichting, overeenkomstig de ter zake geldende voorschriften.

16. Plaatsing van een eerste WC met spoelinrichting, die aangesloten is op de openbare riolering of op een afvoersysteem overeenkomstig de ter zake geldende voorschriften. De WC dient in een verlucht lokaal te staan dat enkel via een sas naar een dagvertrek doorloopt.

17. Plaatsing van een eerste badkamer.

## Overbewoning

18. Vergrotings- of verbouwingswerken om aan de normen bepaald in artikel 2, 2°, van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 te voldoen zonder dat de daaruit voortvloeiende bewoonbare oppervlakte meer dan 30 % groter is dan de minimale bewoonbare oppervlakte, en voor zover de aanvankelijke bewoonbare oppervlakte meer bedraagt dan de helft van de minimale bewoonbare oppervlakte, zoals in dezelfde normen bepaald.

In het verslag moet de schatter de geplande werken nader bepalen en aantonen dat de woning overbewoond is op grond van een onvoldoende bewoonbare oppervlakte en/of het gebrek aan onontbeerlijk geachte woonvertrekken.

Deze werken komen niet in aanmerking wanneer de aanvrager zich ertoe verbindt de woning te verhuren, behalve indien de woning niet aan de minimumvoorwaarde beantwoordt (32 m<sup>2</sup>) zoals bepaald in artikel 2, 2°, van het ministerieel besluit van 22 februari 1999

Opmerking : het betrekken van een slaapkamer door twee kinderen van hetzelfde geslacht, jonger dan 21 jaar, vormt krachtens artikel 2 geen ongezonderzaak. Indien de aanvrager echter van mening is dat deze samenwoning o.m. wegens het leeftijdsverschil of de handicap van één van beiden het harmonisch leefklimaat van deze kinderen in het gedrang brengt, kan de inrichting van een bijkomende slaapkamer in aanmerking komen als afwijking die aan het bestuur ter beoordeling wordt voorgelegd en op grond van een met redenen omkleed verslag van de schatter.

## Toegang

19. Aanleg van een toegang tot het openbaar wegennet, die van de winkelruimte gescheiden is.

## Huiszwam

20. Alle werken om de huiszwam of andere zwammen met gelijksoortige effecten weg te werken, door vervanging of behandeling van de aangetaste onroerende elementen.

### Radon

21. Plaatsing van elk toestel voor de ventilatie van kelders met buitenlucht en/of ventilatieholten (aanleg van kelderramen of plaatsing van een systeem voor gedwongen luchtverversing);

### Isolatie

Opmerking : Isolatiewerken komen slechts in aanmerking indien zij betrekking hebben op één van bovenvermelde werken die voor een tegemoetkoming in aanmerking komen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de buitenrenovatie en -verfraaiing van woongebouwen, ter vervanging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 november 1989, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1992 en bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994, houdende instelling van een tegemoetkoming voor de buitenvernieuwing en -verfraaiing van woongebouwen.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN

---

### Bijlage II

#### Renovatie- en verfraaiingswerken aan de buitenkant van woongebouwen

1. Saneringswerken in de woningen opgenomen in bijlage I, voor zover ze gezamenlijk uitgevoerd worden in verscheidene woningen en betrekking hebben op buitengedeelten van het woongebouw.

2. Renovatie of de vervanging van buitenraamwerken, -vensters en -deuren die geen enkele van de ongezondheidsoorzaken vertonen zoals bepaald krachtens de Waalse Huisvestingscode.

3. Verbetering van de natuurlijke verlichting door openingen te boren of te vergroten, gekenmerkt door een overheersende verticaallijn, alsmede door de sloping van bijgebouwen die de bezonning schaden.

4. Gevelreiniging (voorgevels en zijgevels) met verschillende technieken alsmede met het aanbrengen van verf, pleisterlaag of bepleistering.

5. Opvoeging van de voorgevels en zijgevels.

6. Hersamenstelling van penanten in het lood en de as van de oorspronkelijke penanten.

7. In geval van winkelruimte op de benedenverdieping, een inspringend winkelraam aanbrengen.

8. Bouw, renovatie of vervanging van afsluitingsmuren in de omtrekken, architectonische gehelen of gebieden waar ze kenmerkend zijn.

9. Aanleggen of vervanging van uithangborden of reclamemethodes overeenkomstig de door de minister bepaalde kenmerken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de buitenrenovatie en -verfraaiing van woongebouwen, ter vervanging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 november 1989, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1992 en bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994, houdende instelling van een tegemoetkoming voor de buitenvernieuwing en -verfraaiing van woongebouwen.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN